

Séance du CNEN du 7 avril 2022

Visio-conférence
10h00

ORDRE DU JOUR

SECTION I - Projets de texte sélectionnés faisant l'objet d'un examen individuel

1	22-03-30-02814	Ministère de la Transition écologique <i>Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages</i>	Décret pris en application des dispositions de l'article 247 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (report)
2	22-04-07-02825	Ministère de la Transition écologique <i>Direction générale de la prévention des risques</i>	Décret portant diverses dispositions d'adaptation de la gestion des véhicules hors d'usage et instituant un régime de responsabilité élargie des producteurs de ces véhicules
3	22-03-17-02805	Ministère des Solidarités et de la Santé <i>Direction de la sécurité sociale</i>	Décret relatif au financement des services proposant des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile (retiré de l'ordre du jour de la séance du 17 mars 2022 à la demande du Gouvernement)
4	22-04-07-02831	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales <i>Direction générale des collectivités locales</i>	Décret relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 (extrême urgence)
5	22-04-07-02836	Ministère des Solidarités et de la Santé <i>Direction générale de l'offre de soins</i>	Arrêté relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire (extrême urgence)

SECTION II - Projets de texte faisant l'objet d'un examen global sans présentation par le ministère rapporteur et débat contradictoire

6	22-04-07-02826	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales <i>Direction générale des collectivités locales</i>	Décret relatif à la mise en œuvre des programmes européens de la politique de cohésion, de la pêche et des affaires maritimes, et des migrations et des affaires intérieures pour la période 2021-2027
7	22-04-07-02828	Ministère de la Transition écologique <i>Direction générale de l'énergie et du climat</i>	Décret relatif à la période minimale d'alimentation en électricité et modifiant le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau
8	22-04-07-02827	Ministère des Solidarités et de la Santé <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active
9	22-04-07-02830	Ministère de l'Intérieur <i>Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises</i>	Décret pris en application de l'article 11 de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels (urgence)
10	22-04-07-02832	Ministère des Solidarités et de la Santé <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie au titre de l'article 43 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 (extrême urgence)
11	22-04-07-02833	Ministère des Solidarités et de la Santé <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret modifiant le décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 (extrême urgence)
12	22-04-07-02834	Ministère des Solidarités et de la Santé <i>Direction générale de la cohésion sociale</i>	Décret relatif au versement d'une prime de revalorisation aux médecins coordonnateurs exerçant en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes public (extrême urgence)
13	22-04-07-02835	Premier ministre	Décret modifiant l'article D. 245-9 et le référentiel d'accès à la prestation de compensation fixé à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles (extrême urgence)